



Islam, Dividende Demographique, Bien-Etre Familial

Quelques réflexions préliminaires sur
le symposium international de Ndjamena
25-27 juillet 2017



Bureau régional de l'UNFPA
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Table des Matieres

4	Introduction
6	Chapitre 1 Le symposium de Ndjamena : une méthodologie originale
12	Chapitre 2 Clarification conceptuelle
14	Chapitre 3 Un consensus sur trois messages forts
16	Chapitre 4 Des recommandations à caractère opérationnel et stratégique
22	Chapitre 5 Recommandations



Introduction

Du 25 au 27 juillet s'est tenu à Ndjamena, à l'initiative du Gouvernement du Tchad et du Conseil Supérieur des Affaires Islamiques (CSAI) du Tchad, et avec le concours financier et technique de l'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la population et de la Banque mondiale, un symposium international sur « **Islam, Dividende démographique, Bien-être familial** » qui a rassemblé « plus de 1200 leaders musulmans »¹.

Cette note présente quelques réflexions préliminaires d'un observateur indépendant et est basée, pour l'essentiel, sur trois sources :

- En premier lieu, l'analyse de documents introductifs présentés en plénière;
- En second lieu, l'observation participante des discussions auxquelles ont donné lieu ces documents introductifs dans les trois groupes de travail qui avaient été mis sur pied pour les examiner ;

- En troisième lieu, l'analyse de la **Déclaration de Ndjamena** qui a sanctionné les travaux du symposium.

Cette note s'articule autour de cinq points. A la suite de cette introduction, un premier chapitre est consacré à la méthodologie du symposium; son originalité y est mise en exergue. Ce premier chapitre est suivi de trois autres consacrés aux principaux résultats obtenus par le symposium; il s'agit, en premier lieu, d'une clarification d'un certain nombre de concepts afférents à la problématique du symposium; en second lieu de la formulation d'un certain nombre de messages-clés et consensus sur cette problématique; il s'agit, en troisième lieu, de l'analyse des recommandations issues des groupes de travail et de l'économie qui en est faite dans la Déclaration de Ndjamena. Un dernier chapitre formule quelques recommandations.

¹ Pour reprendre le titre d'une newsletter publiée durant le symposium.

² Ces trois groupes portaient sur (a) l'autonomisation des femmes et facteurs de mortalité maternelle et infantile, (b) l'éducation, l'emploi et la radicalisation des jeunes, (c) le rôle des leaders musulmans pour la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur le dividende démographique.



Chapitre 1

Le symposium de Ndjamena : une méthodologie originale

Le symposium avait deux objectifs qui sont rappelés dans le préambule de la Déclaration de Ndjamena. Il s'agissait, d'une part, de **« valoriser le potentiel des leaders religieux pour contribuer à la capture du Dividende démographique (DD); et d'autre part de « renforcer les capacités des leaders religieux à enrichir les débats sur la problématique de la planification familiale »**. Si ces objectifs n'ont rien de particulièrement original, la méthodologie choisie pour les atteindre ne manquait pas, quant à elle, de singularité.



Cette méthodologie avait trois caractéristiques :

1. Le symposium était conçu comme instance délibérative et non décisionnelle. Ses initiateurs l'avaient organisé de façon à ce qu'il soit une plateforme de dialogue entre plusieurs acteurs et parties concernées par les trois thématiques majeures en discussion, à savoir :

- Autonomisation des femmes et facteurs de mortalité maternelle et infantile, espacement des naissances et transition démographique;
- Education, autonomisation, emploi et radicalisation des jeunes;
- Rôle des leaders musulmans pour la mise en œuvre de la feuille de route de l'Union africaine (UA) sur « Tirer pleinement profit du dividende démographique en investissant dans les jeunes ».

Ce dialogue mettait en présence plusieurs catégories d'acteurs, dont deux rarement réunis sur les mêmes plateformes: des théologiens musulmans, (soucieux de ne jamais remettre en cause le dogme qui est au cœur de l'Islam) et des chercheurs pour qui la science devrait ignorer les dogmes, ou, à tout le moins, ne devrait pas s'arrêter aux portes du dogme.

Ce dialogue avait un but : parvenir à un accord, un consensus sur des points essentiels relatifs à la problématique du symposium. Cette option d'un symposium conçu comme instance de dialogue relevait d'un pari et, en l'occurrence, d'un pari plutôt risqué, car le sujet est particulièrement sensible. Il s'y ajoute qu'un tel dialogue, ou un dialogue ainsi conçu était inédit dans le contexte tchadien.

Rétrospectivement, il apparaît que ce dialogue n'aurait pas été possible sans l'engagement de toutes les parties prenantes à le mener, sans la confiance entre les initiateurs et le respect qu'ils se



vouent mutuellement. L'on doit signaler à cet égard le caractère exemplaire de la coopération qui s'est nouée au Tchad entre le Gouvernement du Tchad, les organisations de la société civile, y compris les associations religieuses, l'UNFPA et la Banque mondiale. En effet le programme pays de l'UNFPA 2017-2021 est conçu pour renforcer la communication pour le changement de comportement en matière de planification familiale (PF) avec la participation des chefs traditionnels et religieux en partenariat avec le projet financé par la Banque mondiale sur « *Autonomisation des femmes et Dividende démographique au Sahel (SWEDD)* » dont l'objectif est de faciliter l'accélération vers une transition démographique en vue de tirer profit du dividende démographique.

Rétrospectivement, lieu ne pouvait être plus propice pour abriter ce symposium

que la capitale tchadienne.³

Le Tchad est en effet, à bien des égards, un pays phare pour les problématiques liées au dividende démographique. Le Président Idriss Déby Itno, Président de la République du Tchad, est un des plus ardents hérauts, au niveau continental, de la cause du dividende démographique. Il en a fourni la preuve en faisant non seulement inscrire cette question à l'ordre du jour de l'UA - quand il en assurait la présidence en 2016-2017- mais aussi en prenant une part active à la Réunion de haut niveau organisée par l'UNFPA le 19 septembre 2016 à New York à l'occasion de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme l'a indiqué Mme Ngarmbatina Carmel Sou IV, le Ministre de la Santé publique du Tchad, dans son discours à l'ouverture du symposium, la question intéresse particulièrement le Président Idriss Déby

³ Pour s'en convaincre, il n'est que de lire le chapitre II intitulé Pourquoi au Tchad ? de la note de présentation du symposium d'où sont extraits les éléments présentés ici.

Itno pour qui « *l'amélioration du bien être de la population est de nature à stimuler les économies nationales en commençant par l'économie des ménages* ». C'est ainsi que nombre de documents de politiques publiques⁴ du Tchad prennent en compte le DD.

La Première Dame est également très engagée sur de nombreux fronts contribuant à l'autonomisation des femmes et des filles à travers des investissements dans leur éducation, leur formation et leur santé, toutes choses essentielles pour la croissance économique, l'éradication de la pauvreté et la participation significative de ces catégories sociales dans les prises de décisions qui les concernent.

Hors du champ politique, le Conseil Supérieur des Affaires Islamiques (CSAI) du Tchad⁵ et un grand nombre d'associations islamiques qui lui sont affiliées sont particulièrement dynamiques et porteuses d'une vision progressiste, très ouverte, des questions relatives au DD et au bien-être familial (BEF). Dans les propres termes de Cheikh Hissein Hassan Abakar, Président du CSAI, « *l'Islam encourage la planification familiale et toute initiative en faveur du bien-être de la femme* ». Cet intérêt pour le bien-être de la femme se manifeste par l'existence, à la grande mosquée de Ndjamen, d'un centre de santé islamique qui comprend une section mère et enfant. Mais rien n'illustre davantage cet esprit d'ouverture de la communauté

mu-sulmane tchadienne que l'existence d'un corps de prédicatrices fort de plus de 3000 membres et dont la présence à travers des déléguées de 23 régions a donné au symposium de Ndjamen une touche particulière, voire unique. Il n'est en effet pas, à notre connaissance, de pays africain où l'on ait assisté à une aussi forte représentation féminine dans un symposium de ce type.

Etablir une convergence d'intérêts entre des acteurs aussi divers n'allait certainement pas de soi et n'a certainement pas été chose aisée. Point n'est besoin d'avoir été dans les arcanes des diverses organisations parrainantes pour imaginer que le projet a dû rencontrer des réticences, voire des résistances, dont les initiateurs n'ont pu venir à bout qu'au prix de grandes qualités intellectuelles et humaines. Rétrospectivement, il est établi que les réticences de certains, les incompréhensions et/ou la surestimation des risques associés à ce dialogue auraient pu faire échouer le projet ab initio.

Le caractère courageux, tout autant que novateur de l'initiative, doit, de ce fait, être souligné, salué, et ses maîtres d'œuvre félicités. La meilleure façon de le faire serait de « transformer l'essai », i.e. de consolider le succès du symposium de Ndjamen en organisant d'autres rencontres qui s'inspireraient de sa démarche méthodologique; c'est un point sur lequel l'on reviendra dans les recommandations.

⁴ L'on citera parmi eux la Vision 2030 « *le Tchad que nous voulons* » et le Plan quinquennal 2017-2021 qui mettent l'accent sur l'amorce de la baisse de la fécondité.

⁵ Il a été créé en 1990 afin de réunir tous les musulmans sur une même plateforme dite de l'Islam du juste milieu. Le Conseil vise aussi à protéger les croyants Tchadiens de tout extrémisme. The Council aims also to protect Chad's faithful from extremism.

2. Pour enrichir le dialogue qui a été, rappelons-le, la finalité tout autant que la modalité privilégiée du symposium de Ndjamena, **la mixité a été érigée en règle. La mixité s'est imposée à un triple niveau.**

D'abord au plan des **épistémologies** : sur chaque thématique en effet un pa-nel a été mis sur pied qui était composé d'experts en théologie et d'experts laïcs sur le sujet.

Ensuite, la mixité était **géographique** avec, sur chaque thématique, des experts issus du continent et des experts non africains.

La mixité se traduisait enfin, par une certaine **parité au plan du genre** puisque sur chaque thématique les organisateurs ont fait intervenir des hommes et des femmes.

3. **Le symposium était alimenté par une combinaison d'études de cas pratiques et des documents théoriques/conceptuels.** La confrontation et ou les itéra-tions entre les tréteaux de la théorie et les aspérités de la réalité ont permis de me-surer les problèmes que l'on rencontre sur différents terrains, ce qu'ils avaient de général aussi bien que ceux qui étaient spécifiques a des environnements particu-liers.

Les délibérations ordonnées autour de cette méthodologie ont permis d'atteindre trois résultats qui font l'objet des chapitres suivants: clarification conceptuelle, une identification de messages forts, des recommandations à carac-tère opérationnel.



Chapitre 2

Clarification conceptuelle

Nombre de notions convoquées au cours du symposium sont sujettes à controverse, car polysémiques par essence. Il en est ainsi, par exemple, du dividende démographique, (DD) et du bien-être familial (BEF) pour ne citer que deux notions problématiques qu'on retrouve dans l'intitulé du symposium. Tout aussi problématique est celle de planification familiale (PF). Et précisément parce qu'elles sont problématiques, ces trois notions ne pouvaient manquer de faire l'objet de discussions. Celles qui se sont tenues à Ndjamena ont permis d'en préciser le sens et le contenu.

Ainsi du **DD**, il est convenu qu'il s'agit d'une opportunité de croissance économique liée à des changements dans la structure de la population, en rapport avec la transition démographique. Mais il est entendu qu'il s'agit d'un potentiel qui ne se réactualise qu'au prix de politiques publiques volontaristes. Il n'y a donc pas automaticité ou simultanéité entre transition démographique et dividende démographique.

Quant au **BEF**, il est réalisé quand la famille décide librement de faire le nombre d'enfants souhaité dans la

proportion des limites de ses capacités afin d'assurer à chaque membre de la famille (homme, femme et enfant) ses droits selon les préceptes de l'Islam. Il ne peut pas être réalisé à travers une approche centrée seulement sur les femmes. Il se fera à travers des approches holistiques et inclusives avec une participation totale des hommes aux interventions visant la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, la planification familiale et l'autonomisation des femmes. Cette approche holistique est d'autant plus nécessaire que le BEF est un « fait total »⁶ et qu'il est multidimensionnel avec des facettes économiques, sociales, politiques, environnementales, culturelles et technologiques.

S'agissant enfin de la **planification familiale**, il a été établi très clairement, et de-puis fort longtemps, qu'elle ne saurait signifier limitation des naissances, notion avec laquelle elle est trop souvent confondue, mais tout aussi clairement, l'Islam « permet de retarder temporairement le processus de la procréation dans le but d'espacer les périodes de grossesse, ou de l'arrêter pour une durée déterminée⁷ ».

Même s'il n'est pas possible, ni besoin d'être exhaustif sur les discussions de ces notions, l'on se doit, tout de même, de retenir qu'au terme de celles-ci la valeur heuristique de ces notions a été mise en exergue. Ces concepts et notions sont des moyens d'explorer et de comprendre des réalités complexes et non des normes qui

s'imposeraient à une société.

Il apparaît que si elles sont abordées sous cet angle, ces notions de DD, de BEF et de PF, ne sont pas ignorées de l'Islam. Bien au contraire, non seulement l'Islam les reconnaît mais les prescrit, à condition toutefois de les concevoir comme un droit exclusif des deux conjoints et non un droit de la communauté, ou une contrainte exercée sur le couple.

Un point qui mérite d'être souligné est le rôle de la famille étendue ou élargie qui contribue à façonner les valeurs qui informent les concepts ci-dessus. La notion de famille en tant qu'entité nucléaire composée d'un couple et de ses enfants biologiques ne saisit pas l'expérience complexe et multidimensionnelle, riche de la famille dans la société islamique et plus directement tchadienne. Il est important de noter que la famille comprend souvent plusieurs générations qui non seulement partagent des valeurs mais jouent un rôle important dans l'élaboration celles-ci qui informent le capital social au cœur du dividende démographique. Les liens de parenté qui lient les membres d'une famille sont l'âge, le genre et souvent la classe. L'intimité qui y est générée, faisant partie d'un capital intangible, est souvent négligée en tant que dividende réel, transversal aux DD, BEF et PF, en notions interdépendantes dans la réalisation du développement humain et de la richesse positifs.

⁶ Au sens sociologique de la notion ; voir les travaux de Marcel Mauss

⁷ Imam El Hadj Moustapha GUEYE, Imam Mouhamadou Takhayou KANE, *Argumentaire Islamique sur l'espacement des naissances, la planification familiale selon l'Islam*, Janvier 2015, World Faiths Development Dialogue

Chapitre 3

Un consensus sur trois messages forts

1. La PF est un outil pour atteindre le BE familial. Si elle est bien conçue, comme moyen d'éviter les « 4 trop » qui induisent des désé-quilibres et sont sources de tensions ou de déséquilibres dans l'allocation de res-sources, la PF est acceptée par l'Islam pour l'espacement des naissances, la santé de la mère. Elle est jugée appropriée si elle vise à adapter la taille des familles aux res-sources disponibles et, ce faisant, à améliorer la qualité de vie des membres de la famille. Elle doit dans ces cas procéder d'un choix délibéré des conjoints. Ainsi si l'Etat a le droit de conseiller les citoyens et d'essayer de les convaincre de l'utilité et de l'intérêt d'un planning familial, « il ne peut pas faire du planning familial un princi-pe général et obliger les citoyens à l'appliquer. »⁸

2. L'autonomisation des femmes, tout comme celle des jeunes, doit être conçue comme un moyen de renforcer la cohésion sociale, de réduire les inégalités qui conduisent à une fragmentation sociale nuisible à l'équilibre des sociétés. Elle doit s'inscrire dans une politique de développement intégré, intégral et inclusif; ce triple qualificatif du développement est au cœur des Objectifs de développement durable (ODD), de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030. Dans le cadre de cette réunion, il est important de reconnaître l'innovation sociale réalisée dans la création d'environnements propices à l'inclusion des femmes et des jeunes dans les espaces religieux grâce à l'emplacement des installations cliniques dans la Mosquée. Cela a non seulement déboisé le mythe d'une mosquée exclusive du genre, mais aussi l'idée que les dirigeants musulmans résistent à l'idée que les femmes et les filles accèdent à l'espace des hommes, à savoir la Mosquée. En outre, le fait que

⁸ Opus cite

les hommes continuent d'être engagés de manière critique dans la formation du bien-être de leurs femmes et de leurs filles et d'autres membres féminins de la communauté suggère que le récit d'un homme indifférent et / ou patriarcale dans la famille musulmane est nécessaire compte tenu de ces exemples émergents de pratiques intégrées et intégrées (voir aussi photo à la page 11).

3. Le DD que l'Afrique veut capturer aura d'autant plus de chances de se réaliser qu'il sera l'œuvre de tous. **Les leaders religieux** qui jouent un rôle majeur dans l'éducation, la formation et l'encadrement moral des sociétés **devraient renforcer leurs capacités et leur statut pour être les bâtisseurs du monde de paix, de justice, d'amour** auquel aspirent les Africains et auquel fait référence la vision de l'Agenda 2063.





Chapitre 4

Des recommandations à caractère opérationnel et stratégique

Les recommandations issues des trois groupes de travail du symposium et sous-jacentes à la Déclaration de Ndjamena présentent trois caractéristiques :

1. Elles s'adressent non pas à une mais à plusieurs catégories d'acteurs.

Les groupes cibles sont au nombre de quatre. Ce sont :

- **Les leaders religieux :** t d'eux il est attendu qu'ils soient en première ligne dans la sensibilisation et l'information des communautés de fidèles, deux activités essentielles sur lesquelles l'on reviendra. Ceci est particulièrement vrai pour les prédicatrices.
- **Les gouvernements africains :** leur rôle est essentiel pour créer un environnement favorable à la liberté d'expression, à la démocratisation des rapports entre groupes sociaux et au respect des droits humains. Il s'y ajoute qu'eux seuls peuvent formuler les politiques publiques, singulièrement celles d'éducation, de santé et d'emploi, sans lesquelles il ne saurait y avoir de DD.
- **Les agences d'aide :** avec une responsabilité particulière assignée à

l'UNFPA et la Banque mondiale maîtres d'œuvre et/ou partenaires privilégiés du Gouvernement du Tchad et du CSAI dans l'organisation du symposium.

- **L'Union africaine,** en raison de son implication dans la mobilisation autour du DD et l'élaboration d'une feuille de route qui a le mérite de mettre en exergue l'importance de la variable démographique dans le scénario de l'Agenda 2063.

2. Ces recommandations relèvent de cinq registres dont les limites ne sont, au demeurant, pas toujours nettement tranchées.

- **Quelques-unes des recommandations relèvent d'activités de plai-doyer/sensibilisation.** La création d'un environnement favorable à la promotion de la PF ; le lancement d'initiatives visant à assurer la santé maternelle et le BEF ; la formulation et/ou la mise en œuvre d'actions et de politiques en



vue d'éradiquer toutes les formes de violences contre les femmes entrent dans cette catégorie. Des expériences intéressantes en la matière ont été rapportées qui ont eu pour cadre des pays comme l'Indonésie, l'Égypte, la Mauritanie et le Tchad. Elles tendent à accréditer l'idée selon laquelle une éducation religieuse sur la santé maternelle, l'espacement des naissances et l'autonomisation des femmes, la lutte contre les violences basées sur le genre, notamment les mutilations génitales féminines (MGF), et l'éducation à la vie saine seraient de nature à contribuer à la capture du dividende démographique dans les pays en développement. Le potentiel se trouverait accru si les actions en question sont menées en collaboration avec les départements ministériels de la santé, de l'éducation et du genre. Ce sont de telles initiatives qui ont, semble-t-il, permis à un pays comme l'Indonésie, musulman dans sa très grande majorité, de capturer le dividende démographique et d'être aujourd'hui une référence dans ce domaine.

- **Certaines recommandations consistent en une promotion d'une conception holistique du BEF dans laquelle une égale importance serait accordée à ses dimensions économiques, sociales, politiques, environnementales, culturelles et technologiques.**

Cette approche serait particulièrement pertinente pour ce qui est des stratégies de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent qui constituent une menace sérieuse dans les pays de la région occidentale et centrale. À l'évidence les réponses sécuritaires ne seront jamais à même de venir, à elles seules, à bout de la radicalisation et de l'extrémisme violent qui trouvent leurs origines tout autant dans les inégalités sociales, les disparités géographiques et spatiales que dans les dysfonctionnements institutionnels et/ou l'instrumentalisation/manipulation des référents culturels et axiologiques. L'expérience de l'UNFPA dans la prévention de la radicalisation chez les



jeunes à l'extrême-nord du Cameroun⁹ laisse à penser que l'éducation, l'information, le développement des capacités et la création d'emplois pour les jeunes en vue de leur autonomisation sont des facteurs importants de déradicalisation. Il s'avère également nécessaire de mettre l'accent sur une éducation coranique des adolescents et des jeunes qui valorise le savoir, encourage l'acquisition du savoir et condamne toutes les formes de violence.

- **Certaines recommandations consistent en fait en une mise à l'échelle :** un bon exemple de recommandation allant dans ce sens nous est fourni par la référence au projet SWEDD. Il est recommandé que cette initiative qui semble donner de bons résultats et contribuer de manière importante à la capture du DD soit amplifiée car, pour l'heure, son périmètre d'intervention se limite à six (6) pays. Il s'y ajoute que même dans les pays où le projet est opérationnel, certaines régions ne sont pas encore couvertes alors qu'elles devraient l'être.
- **Certaines recommandations visent à introduire des innovations, à lancer de nouvelles initiatives :** ce serait le cas de l'utilisation de **la Zakat** à des fins de promotion du BEF à grande échelle. De telles expériences développées n'ont ja-mais été tentées en Afrique, alors qu'elles recèleraient un potentiel non négligeable dans des pays aux populations majoritairement musulmanes. Il est intéressant de noter que, contrairement à la culture du marché et de la culture consumériste axée sur la promotion du choix

individuel et de la consommation comme état ultime du bonheur, il existe de nombreuses sociétés africaines qui démontrent constamment que le bonheur provient du partage des biens, y compris le capital liée à la parenté et les réseaux communautaires. Dans certains cas, ils ont été reconnus, notamment à travers la création d'applications de médias sociaux qui permettent de partager des ressources telles que le crédit mobile, la création de plateformes communautaires et des groupes qui permettent l'échange d'informations et d'autres res-sources. Ceux-ci ont offert aux jeunes des opportunités non seulement de générer de nouvelles avenues pour la mise en réseau, mais aussi pour un esprit d'entre-prise novateur qui transcende les obstacles tels que les frontières nationales et le langage. Ceux-ci ont également permis le développement rapide des archives et des réseaux familiaux, y compris la numérisation des connaissances et l'inclusion de personnes jusqu'ici séparés par la distance et d'autres facteurs.

- **Enfin, certaines recommandations mettent en exergue la nécessité d'assurer un suivi/évaluation** des initiatives en cours afin d'en tirer des leçons à partager ou opérer des ajustements là où viendraient à être enregistrés des écarts entre les objectifs initiaux et les résultats des projets.

3. Pour être mises en œuvre, les recommandations formulées requièrent des reformes ou des ajustements dans quatre domaines prioritaires :

⁹ Le thème a été introduit par le Professeur Soilihou Mforainen lors de la seconde journée du symposium.

- **Les cadres macro-économiques** doivent être repensés. L'utilisation de la Zakat par exemple, objet d'une recommandation forte, ne peut se faire sans une révision des politiques fiscales qui sont un élément essentiel des équilibres macro-économiques.
 - En raison de leur importance dans la satisfaction des besoins de base des communautés africaines, les codes régissant **l'accès aux ressources naturelles** (capital foncier, forestier halieutique, minier....) devront dans bien des cas être révisés pour permettre aux groupes défavorisés d'y accéder et d'accroître le bien-être familial. Une attention particulière devra être apportée à l'information car de plus en plus l'information est un important facteur de production.
 - Des reformes des **systèmes éducatif et sanitaire** seront nécessaires pour que les groupes défavorisés aient accès aux ressources sociales. L'emploi devra également faire l'objet de politiques hardies et novatrices si l'on a le souci de créer chaque année les 10 à 12 millions d'emplois décents requis pour répondre à la demande. Les jeunes, en particulier, ont besoin d'une technologie leur permettant une éducation et incluant les élèves des communautés rurales et mobiles. Des exemples de programmes d'apprentissage en ligne et à distance mis à l'essai ailleurs suggèrent que non seulement les jeunes élèves, mais même les adultes, profitent d'un apprentissage adapté à des contextes autres que ceux des zones urbaines qui bénéficient toujours de plus grands investissements dans l'infrastructure.
 - Enfin, une **amélioration de la gouvernance**, comprise comme un jeu d'interactions entre l'Etat et les citoyens et entre les citoyens eux-mêmes, sera absolument nécessaire. Cette amélioration de la gouvernance est primordiale au niveau macro mais elle ne saurait ignorer les cellules familiales car c'est dans ces cellules familiales que se réalise ou ne se réalise pas le BEF du fait qu'elles sont les bases de la vie en société; il s'y ajoute qu'en plus d'être des entités économiques -car unités de production, de consommation et de répartition des richesses- les cellules familiales sont les lieux de reproduction biologique et sociale de la société. Leur gouvernance est donc un enjeu de taille pour qui se soucie d'émergence économique, ou de justice sociale, ou de solidarité intra et intergénérationnelle.
- L'on ne peut manquer de noter que ces quatre domaines sont aussi cruciaux et prioritaires pour l'éradication de la pauvreté. Cela n'est pas surprenant car dans une très large mesure la pauvreté est un obstacle majeur à l'atteinte du BEF.
- On dira, pour conclure les chapitres précédents que le symposium de Ndjamena a été original, voire inédit, par sa méthodologie. Mais, en plus d'être novateur, le symposium a été fructueux en ce qu'il aura permis de clarifier un certain nombre de concepts, d'émettre des messages de haute portée en termes de politiques et d'identifier des pistes d'action à caractère stratégique. Il reste à présent aux initiateurs à transformer l'essai de Ndjamena. C'est à cet effet que sont formulées les recommandations contenues dans le prochain chapitre.



Chapitre 5

Recommandations

Pour que naisse ou se développe un large front d'acteurs en faveur du DD, l'effort enclenché à Ndjamena doit être **poursuivi, élargi et intensifié**. Cinq recommandations méritent à cet égard une attention particulière.

1. L'effort de plaidoyer doit être poursuivi :

Le Bureau régional de l'UNFPA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre a déployé d'énormes efforts, et avec succès, pour inscrire ou maintenir la problématique du DD à l'ordre du jour de plusieurs rencontres nationales, régionales, ou internationales et, chemin faisant, a développé des partenariats stratégiques avec divers groupes sociaux, allant des jeunes aux groupes religieux, en passant par les femmes, les parlementaires, les organes de presse. Mais le combat est loin d'être gagné car les extrémistes et les obscurantistes n'ont pas baissé les bras; bien au contraire dans beaucoup d'endroits la radicalisation se poursuit et s'intensifie. Mobiliser toutes les forces sociales susceptibles de l'être doit rester une priorité sur-tout dans la zone sahélienne où la pauvreté persistante crée les conditions favorables à l'épanouissement de l'insécurité humaine. Dans ce cadre une attention particulière doit être attachée aux femmes car elles jouent un rôle essentiel dans la reproduction des sociétés. Dans la reproduction biologique certes car ce sont elles qui donnent la vie et entretiennent quasi exclusivement les nouveaux nés. De ce point de vue, on peut affirmer, sans risque de se tromper, que le DD ne se réalisera pas sans leur pleine adhésion/participation aux activités de PF car elles sont un élément principal de la reproduction. Mais leur rôle est essentiel dans la reproduction sociale car elles jouent un rôle important d'accélérateur ou de frein dans la transmission des valeurs. D'où l'importance des prédicatrices. Cette

originalité de l'expérience tchadienne doit être répandue à grande échelle surtout à un moment où l'on voit se développer une certaine tendance à l'enrôlement volontaire ou force des femmes dans les mouvements extrémistes, laissant aux femmes peu de choix puisque les contraignant à être victimes ou agents des violences.

L'effort de plaidoyer doit aussi être maintenu, voire intensifié, en direction des agences d'aide bi ou multilatérales. Ces dernières, confrontées à la raréfaction des ressources de l'aide publique au développement, sont aux prises avec la nécessité d'opérer des choix cornéliens. Dans cette phase difficile, priorité est souvent donnée à des initiatives dont les rendements sont immédiats et immédiatement visibles. Comme tel n'est pas le cas pour nombre d'activités entrant dans le cadre du DD, il y a lieu de trouver les voies et moyens de convaincre les agences de coopération que la réalisation des ODD et la capture du DD sont intimement liées. Il faut montrer que les ODD ne seront pas atteints sans une capture du DD, d'une part, mais que, d'autre part, celle-ci est une des voies royales pour atteindre les ODD.

Ce plaidoyer aura d'autant plus de chances de réussir que les gouvernements africains eux-mêmes contribueront sur leurs propres ressources à des activités entrant dans ce cadre ou accepteront de leur allouer une part des ressources externes qu'ils mobilisent sous forme de dons ou de crédits de la communauté internationale. L'exemple du SWEDD peut et doit faire tâche d'huile.

2. Il faut également institutionnaliser les rencontres comme celles de Ndjamena.

La question du DD dans ses rapports avec l'Islam, tout comme avec les autres religions révélées ou traditionnelles, doit être débattue régulièrement ; elle doit cesser d'être un moment dans la vie des projets pour devenir une dimension transversale de la planification du développement, singulièrement celle de la capture du DD.

3. La recherche doit garder sa place, et toute sa place, dans les rencontres à venir.

Les processus de transformation sociale et sociétale sont toujours complexes car les facteurs qui entrent en ligne de compte, ou les déterminent sont de plus en plus nombreux et de plus en plus enchevêtrés. Trouver le fil d'Ariane à partir duquel démêler l'écheveau s'avère donc un exercice nécessaire mais difficile. Comment les leaders religieux ont-ils pu jouer un rôle aussi positif que celui qu'ils jouent au Tchad dans le plaidoyer sur le BEF et pourquoi ailleurs est-il si difficile de les impliquer dans des initiatives ayant des visées similaires ? Les consultations sur le BEF, ou les méthodes contraceptives auraient-elles connu le même succès au Centre Fayçal si le Centre de santé n'était pas intégré à la mosquée ? Quelle place occupent des variables comme l'âge, l'ethnie, l'origine sociale des leaders religieux et/

ou des prédicatrices dans la décision des couples de pratiquer la planification familiale ? Comment les histoires profondes et complexes, et les savoirs ancrés sur l'idée de la famille peuvent-elles être utilisées pour informer la famille moderne, car elle gère le déluge sur les informations nouvelles et multi-facettes ? Comment le rôle de parents peut-il rester intime, et comment faire la promotion de l'intimité à l'ère numérique où les nouvelles technologies favorisent les cultures isolées ? Ce sont là des questions qui doivent être posées et auxquelles des recherches bien menées¹⁰ doivent pouvoir apporter des réponses.

4. Le partage des connaissances doit rester une modalité privilégiée de constitution d'un mouvement en faveur du DD.

Toutefois, le dialogue doit être élargi à des économistes, des sociologues, des politiciens, praticiens du patrimoine culturel et experts, des planificateurs pour faire sortir les questions de BEF, de santé maternelle de l'espace restreint, voire du ghetto, dans lequel l'on tend à les cantonner. Si, comme on l'a souvent entendu durant le symposium, les questions de santé et de reproduction sont aussi des questions d'homme et celles de BEF des questions de développement, un meilleur équilibre doit être réalisé en termes de profil disciplinaire des participants aux prochaines remontées.

¹⁰ Je pense notamment aux méthodes de recherche-action

5. La capture du DD doit être planifiée.

Pour se réaliser, le DD doit faire l'objet d'une planification à tous les niveaux: de la cellule familiale jusqu'au niveau continental, des actions doivent être mises en œuvre des synergies desquelles résultera le DD. Ce dernier ne résultera pas de la seule transition démographique ; il ne résultera pas de la seule émergence économique ; il ne résultera pas des seules transformations institutionnelles, il ne résultera pas des seules actions de responsabilisation des femmes, il ne résultera pas de la seule action des religieux. Peut-être que dans la modélisation de nouvelles formes d'interactions et de plateformes de conversations critiques, le symposium et l'expérience de Ndjama nous permettent d'élaborer des programmes et de créer des espaces communs d'apprentissage pour et avec les communautés. Les idées tirées de la coproduction de connaissances au symposium suggèrent qu'il existe des possibilités d'innovation et de développement de connaissances dans des contextes où peut-être nos perceptions ont été flouées par des idées fausses.

Le DD ne saurait être la seule affaire des gouvernements, ni celle des seules organisations de la société civile, ni celle du secteur privé. Il résultera de l'action

planifiée et concertée de tous. Encore faut-il pour cela qu'il y ait accord sur un projet familial, national ou régional car « il n'est pas de bon vent pour celui qui ne sait où il veut aller »¹¹. Mettre le cap sur le bon port et se donner les moyens d'y parvenir au moindre coût -ce qui est l'essence de la planification- n'a de sens qu'une fois défini le bon port. Cette définition du bon port ne peut se faire de façon arbitraire, autoritaire. Elle n'aura de sens, en ce qui concerne le BEF, que si elle résulte d'un consensus forgé au terme d'un dialogue dont le rythme ne saurait être prédéterminé. Un secteur important à placer au cœur de ces conversations sera toujours les enfants et les jeunes. L'idée de DD est souvent basée sur l'idée qu'ils sont nos cibles et nos bénéficiaires alors que la réalité est aussi qu'il s'agissait de legs et de la façon dont les sociétés réalisent leurs affirmations dans les espaces entre le berceau et le tombeau. Comme Mandela est souvent cité: "Rien n'est plus révélateur de l'âme d'une société que la façon dont elle traite ses enfants." De même, Amadou Hampâté Bâ a déclaré: " En Afrique, quand une personne âgée meurt, c'est une bibliothèque qui brûle", saisit succinctement l'essence de la valorisation du temps profond dans les histoires familiales et les valeurs culturelles qui informent et influencent la direction des individus et les familles collectives et leur parentèle à prendre le chemin du bien-être et de l'être de la richesse.

¹¹ Selon le philosophe Sèneque

Remerciements

M. Mabingue Ngom

Directeur régional du Fonds des Nations Unies pour la population pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, souhaite remercier les personnes suivantes qui ont contribué de manière significative à la rédaction de ce document

Céline Adotevi

Monique Clesca

Vertha Dumont

Jacob Eben

Justin Koffi

Beatrice Mutali

Waly Sene

Edouard Talnan

Version non-éditée

All images:

© Ollivier Girard / UNFPA Tchad Symposium



Delivering a world where
every pregnancy is wanted
every childbirth is safe and
every young person's
potential is fulfilled



United Nations Population Fund

UNFPA WCARO - West and Central Africa Regional Office
Immeuble Wolle Ndiaye, Almadies
P.O. Box: 21090 Dakar-Ponty SENEGAL

wcaro.unfpa.org
@UNFPA_WCARO